

Pourquoi suis-je concernéE par la stratégie de Lisbonne et le processus de Bologne ??

Réseau Europe – reseau-europe.eu

Actuellement, **des mobilisations s'amplifient dans toute l'Europe** face à la marchandisation du savoir. Un **sommet alternatif** sera organisé par le collectif « Printemps 2010 » à Bruxelles à l'occasion du conseil européen des **25 et 26 mars** qui fera le bilan de la stratégie de Lisbonne, et alors que les Etats vont célébrer à Vienne, les **11 et 12 mars**, les **dix ans du processus de Bologne**, des réseaux étudiants et universitaires dans toutes l'Europe dans



différents pays européens agissent, préparent un **contre-sommet**, et les appels à la grève se multiplient. Pourquoi ?

12 MARS : GRÈVE EUROPEENNE

Un appel à la **grève européenne** est lancé par les réseaux étudiants mobilisés en Europe à l'occasion du sommet de Vienne les 11 et 12 mars. Solidaires des actions menées dans ce cadre dans toute l'Europe, nous appelons à **faire grève sur nos universités lors de la journée d'action du 12 mars** pour faire de celle-ci un temps fort de la **mobilisation européenne**. Nous appelons aussi à **deux semaines d'actions locales du 11 au 26 mars**, faisant la jonction entre le contre-sommet de Vienne et le Sommet alternatif de Bruxelles, entre les luttes contre la marchandisation du savoir et les enjeux plus larges de la stratégie de Lisbonne qui au nom de la compétitivité détruit les droits sociaux

La marchandisation du savoir : un processus coordonné au niveau européen...

Les mouvements sociaux actuels dans l'enseignement supérieur, ici et dans toute l'Europe, percent le consensus qui prévaut dans les institutions européennes...

→ La **stratégie de Bologne (1999)**, sous prétexte d'harmonisation des systèmes d'enseignement supérieur et de recherche en Europe, a préparé leur **mise en concurrence**

→ La **stratégie de Lisbonne (2000)**, au nom de l'économie de la connaissance et de la compétitivité, prévoit l'édification d'un **marché européen de l'éducation et de la recherche**, et sert de fil conducteur aux réformes qui marchandisent le savoir dans toute l'Europe.



... mis en œuvre au niveau national.



Dans le cadre de ce processus négocié au niveau européen, les réformes menées dans les différents pays européens :

- mettent en **concurrence** des Universités
- dérèglent les droits de **scolarité**
- mettent en place des méthodes de **gestion managériale**
- renforcent les **exécutifs** au détriment des universitaires
- **privatisent** les financements

L'objectif est de **mettre au service des entreprises les universités et centre de recherches**, qui sont des institutions productrices de savoir et de « capital humain », en les en rendant dépendantes d'un point de vue financier et décisionnel.

Quelles conséquences concrètes ?

Dans les pays où ces réformes sont les plus avancées (Etats-Unis notamment), on constate les conséquences suivantes :

- L'augmentation des **droits de scolarité**, qui financent prioritairement la « marque » et « l'attractivité » des universités plutôt que l'enseignement
- La **sélection des étudiants** en fonction de leurs ressources et de leur capacité à financer l'université (comme « clients »), ou à augmenter son prestige (comme « facteurs de production »)
- **L'endettement massif** des étudiants, qui empêche ceux issus des milieux à faibles revenus d'accéder à l'enseignement supérieur, même en cas de système de prêts (problème du risque) : c'est la fin du service public sacrifié à la rentabilité
- La **précarisation des personnels**, y compris enseignants, et leurs marginalisation dans la gestion des universités, avec le risque de « pénurie de cerveaux » (d'où un fort recours à l'immigration aux Etats-Unis par exemple)
- La **mise du savoir sous-tutelle du marché**, avec la disparition filières « non rentables », et **l'appauvrissement du savoir**: déclin de la recherche fondamentale, cloisonnement des disciplines, recul des libertés académiques et de la fonction critique du savoir...



Un processus en marche depuis 10 ans dans toute l'Europe qui a donné lieu à des mobilisations multiples...

Le **Royaume Uni** est le pays où la réforme est la plus avancée et **presque achevée**. Les universités sont financées par les étudiants à hauteur de **3000 livres en licence**, et de **10 000 livres après la licence**. Les étudiants ont à la fin de leurs études sont endettés en moyenne à hauteur de **35 000 livres**. Les universités ne sont plus dirigées par des élus. Actuellement des cours sont supprimés en philosophie, sociologie... Le logement social étudiant est privatisé.

En **Italie**, les réformes ont été engagées dès **1999** avec la mise en place du LMD. En 2004 (gouvernement Berlusconi), une *loi similaire à la LRU* a été votée. Les frais d'inscription en 2006 s'élevaient à **1800€ par an**. Depuis lors le gouvernement a donné aux universités l'autorisation de devenir de droit privé, d'où des frais d'inscription libres, qui ont augmenté parallèlement au désengagement de l'Etat. Les frais d'inscription en lettre à Florence s'élevaient à 8 000 euros à partir de 2009.

En **octobre 2008**, des enseignants ont occupé leur école. De là s'est enclenché une **mobilisation de tout l'enseignement**, qu'a duré jusqu'en décembre.



En **Espagne**, la « **LOU** » en **2004** initie la libéralisation et privatisation de l'Université : « autonomie » comme en France, privatisation et autonomie décisionnelle et financière des universités, développement du pouvoir des entreprises dans les décisions, sélection des étudiants à l'entrée. **Les universités sont en concurrence et délivrent de ce fait des diplômes qui ne sont pas équivalents**. Les masters donnent lieu à des droits d'inscriptions qui sont fonction de

l'offre et de la demande : plus un master est demandé, plus il est cher. En **2005** la gauche nouvellement arrivée au pouvoir suspend la LOU, puis sous couvert d'Europe amorce une **relance du contenu de la LOU**. La formation des enseignants a aussi été réformée pour la vider de son contenu pédagogique (cf. masterisation en France).

En **Allemagne**, l'**augmentation des frais d'inscription** n'a dans un premier temps porté que sur les dernières années d'études longues, et a commencé à être **généralisée à l'ensemble des années à partir de 2005**. Aujourd'hui cette généralisation touche 6 régions sur 16. Les universités allemandes ont un Sénat où siègent des représentants des étudiants (8), des enseignants (8), des BIATOS (5). Cependant, le président est nommé par une autre instance, et le renforcement de son pouvoir a marginalisé le Sénat. Le mode de gestion type LRU à entraîné une modification de l'esprit du savoir enseigné. De plus en plus de relations sont entretenues avec l'entreprise, ce qui entraîne des spécialisations. A **Hambourg**, l'**université a conclu des partenariats avec les entreprises de l'armement nucléaire**.



En **2001**, les étudiantEs engagent les premières luttes et font **grève contre la hausse des frais d'inscription**. En **2005**, des **manifestations** sont organisées. En **2006**, de nouveaux modes d'action apparaissent : **blocages d'autoroutes, de centres commerciaux...** (les mobilisations contre le CPE ont inspiré les étudiants allemands).

En **France**, le basculement s'opère avec la **loi dite du « Pacte pour la recherche » de 2006** et la **Loi relative aux libertés des universités (LRU¹) de 2007**. La réforme est « inachevée » dans la mesure où les droits d'inscriptions ne sont pas déréglementés, toutefois le système français se caractérise par sa dualité : à côté des universités, il y a les écoles (commerce, IEP...), qui sont particulièrement « avancées » dans la privatisation du financement, la mise en place de méthodes managériales... et l'augmentation des droits de scolarité (12000€ par an à Sciences Po pour les étudiants étrangers à partir de 2009). Or ces écoles développent des stratégies offensives pour massifier leur recrutement et concurrencer les facs.

Les étudiants se sont mobilisés à l'automne 2007 contre la LRU, par une série de manifestations et blocages dans les universités. Une nouvelle vague de mobilisation a été initiée par les chercheurs en **2009** suite à la modification du décret définissant le statut des chercheurs, en application de la LRU.

En **Grèce**, les étudiantEs ont en **2008 bloqué les universités pendant un an** et ont ainsi réussi à faire reculer le gouvernement sur la moitié du projet de réforme de privatisation de l'université.

¹ Désormais le président de l'Université propose les personnalités extérieures au vote du CA (entreprises...) à l'exception des collectivités territoriales ; il a un droit de veto sur les affectations de personnel ; il possède un droit d'avis défavorable sur les propositions émises par les « comités de sélection » (se substituant aux commissions de spécialistes). Si on ajoute ces nouvelles prérogatives aux anciennes (représenter l'université, ordonnateur des recettes et dépenses, responsable du maintien de l'ordre et de la sécurité dans l'enceinte, veiller à l'accessibilité des enseignements et des bâtiments aux personnes handicapées) le président d'université dispose désormais d'un pouvoir comparable à un véritable chef d'entreprise.

En **Belgique**, les universités sont autonomes depuis plusieurs années, et financées par l'Etat à hauteur de 80 à 90 % d'Etat. On observe un **accroissement de la concurrence** : les universités s'arrachent les étudiants, dont les internationaux. Dans l'Université catholique de Louvain-la-Neuve, la LMD est en place depuis 5 ans. A l'Université libre de Bruxelles (ULB, publique), la philosophie et les lettres sont les plus visées par les réformes. En philosophie, on est passé de 20 cours par an à 12. Les objectifs officiels du recteur de l'université concernent prioritairement le rang dans les classements internationaux. Solvé, l'homologue d'HEC Paris, fonctionne comme une entreprise. Elle a été fusionnée avec la fac d'économie de l'ULB, qui possède maintenant des **chaires privées** (marchand de bière, etc.).

Le **Danemark**, est le pays où le processus de Bologne est **le moins avancé**. L'éducation est gratuite et les étudiants perçoivent une allocation (qu'ils n'ont pas à rembourser) de **600€ par mois pendant 6 ans**. En 2009, des manifestations étudiantes se sont opposées avec succès à un projet du gouvernement visant à ramener cette durée à 4 ans. Cependant, **l'intrusion des entreprises dans les universités est de plus en plus importante**. Notamment, auparavant les onze membres des Conseils d'Administrations étaient composés exclusivement de représentant des personnels et des étudiants ; actuellement, pour onze membres, on compte deux représentants pour les étudiants, deux pour les enseignants, un pour les BIATOS, six pour les entreprises. **Le gouvernement vient d'autoriser les universités privées**. Actuellement une mobilisation est en cours contre l'appropriation (brevets) par des entreprises des découvertes universitaires.



La stratégie de Lisbonne, c'est aussi une « stratégie globale »...

C'est en fait tout un modèle social que la stratégie de Lisbonne entreprend plus largement de **déconstruire**, en poursuivant un objectif général de **déréglementation et dérégulation**. Ce n'est pas seulement le monde de la connaissance qui est attaqué mais aussi celui du **travail, flexibilisé et précarisé**, les **grands services publics**, tels que l'énergie ou les transports, qui sont **soumis à la concurrence, désorganisés et privatisés**, les systèmes de solidarités et de redistribution grignotés par le **dumping social et fiscal**, **l'environnement ravagé** par les logiques productivistes d'une pseudo « croissance économique durable » ...

Par la nécessaire « adaptation à la mondialisation », on justifie ainsi toutes les régressions sociales et catastrophes écologiques, alors même que c'est la Commission européenne de concert avec les gouvernements qui a développé le **libre-échange comme moyen de faire peser une contrainte sur les choix publics**. L'objectif de ces politiques est d'augmenter toujours plus les **profits et revenus des classes dominantes**, et **d'asseoir leur pouvoir à la fois économiquement et culturellement**. Quand la Commission européenne ambitionne de « diffuser dès les petites classes l'esprit d'entreprise », **ce n'est pas seulement le savoir, mais aussi la pensée et la société entière au service d'une minorité détenant le pouvoir économique**.

C'est pourquoi **les résistances et mobilisations doivent converger, ici et en Europe**, contre toutes ces attaques, contre la précarité, le chômage, la casse des solidarités et des services publics, le pillage de l'environnement, la marchandisation du savoir... C'est tout l'enjeu de la construction d'un **mouvement social européen...**